

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-des-Sables

Code géographique : 08080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Adam Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Baie-des-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Baie-des-Sables pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-15 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-03-08

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
la municipalité de Baie-des-Sables,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Baie-des-Sables, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Baie-des-Sables au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Baie-des-Sables inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages 8,9,16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique noA110699

DATE 2017-02-22

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalisations 2016		Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 20
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	705 910	711 184		711 184	703 039
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 195	11 269		11 269	10 393
Quotes-parts	3					
Transferts	4	464 575	143 506		143 506	179 730
Services rendus	5	34 270	35 227		35 227	34 903
Imposition de droits	6	10 500	16 990		16 990	15 861
Amendes et pénalités	7	500	155		155	440
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	4 850	6 369		6 369	5 972
Autres revenus	10	94 500	100 196		100 196	97 995
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	1 324 300	1 024 896		1 024 896	1 048 333
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					118 490
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19					118 490
	20	1 324 300	1 024 896		1 024 896	1 166 823
Charges						
Administration générale	21	212 310	198 967	8 725	207 692	199 310
Sécurité publique	22	155 755	154 556	949	155 505	154 507
Transport	23	213 370	196 237	99 793	296 030	294 633
Hygiène du milieu	24	123 035	114 998	172 302	287 300	321 956
Santé et bien-être	25	24 300	23 640		23 640	23 364
Aménagement, urbanisme et développement	26	43 050	38 251	858	39 109	44 186
Loisirs et culture	27	51 385	47 846	14 698	62 544	64 663
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	49 160	38 254		38 254	62 423
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31		297 325	(297 325)		
	32	872 365	1 110 074		1 110 074	1 165 042
Excédent (déficit) de l'exercice	33	451 935	(85 178)		(85 178)	1 781

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	451 935	(85 178)	1 781
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	)	(118 490)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	451 935	(85 178)	(116 709)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		297 325	298 191
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		297 325	298 191
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	470 000)	(148 848)	(131 125)
	18	(470 000)	(148 848)	(131 125)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	5 101)	(10 433)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			2 510
Excédent de fonctionnement affecté	21	36 965	135 406	59 310
Réserves financières et fonds réservés	22	(18 900)	(13 793)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	18 065	116 512	51 387
	26	(451 935)	264 989	218 453
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		179 811	101 744

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			118 490
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	()	()
Sécurité publique	3	()	()	()
Transport	4	9 000	5 311	83 889
Hygiène du milieu	5	()	()	15 436
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	100 000	()	()
Loisirs et culture	8	()	17 417	60 634
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	109 000	22 728	159 959
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		5 101	10 433
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		15 180	31 036
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		20 281	41 469
	19	(109 000)	(2 447)	(118 490)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(109 000)	(2 447)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	226 395	221 989	210 393
Charges sociales	2	32 785	29 843	27 979
Biens et services	3	291 105	254 195	257 270
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	30 125	29 538	34 062
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	17 425	7 309	26 947
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 610	1 407	1 414
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	209 870	209 792	235 615
Transferts	10			
Autres	11	34 000	56 658	69 254
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	26 550	2 018	3 917
Amortissement des immobilisations	14		297 325	298 191
Autres				
- Créances douteuses	15	2 500		
-	16			
-	17			
	18	872 365	1 110 074	1 165 042

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Revenus				
Taxes	1	705 910	711 184	703 039
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 195	11 269	10 393
Quotes-parts	3			
Transferts	4	464 575	143 506	298 220
Services rendus	5	34 270	35 227	34 903
Imposition de droits	6	10 500	16 990	15 861
Amendes et pénalités	7	500	155	440
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	4 850	6 369	5 972
Autres revenus	10	94 500	100 196	97 995
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 324 300	1 024 896	1 166 823
Charges				
Administration générale	14	212 310	207 692	199 310
Sécurité publique	15	155 755	155 505	154 507
Transport	16	213 370	296 030	294 633
Hygiène du milieu	17	123 035	287 300	321 956
Santé et bien-être	18	24 300	23 640	23 364
Aménagement, urbanisme et développement	19	43 050	39 109	44 186
Loisirs et culture	20	51 385	62 544	64 663
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	49 160	38 254	62 423
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	872 365	1 110 074	1 165 042
Excédent (déficit) de l'exercice	25	451 935	(85 178)	1 781
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 185 518	5 285 614
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(9 991)	888 132
Solde redressé	28		6 175 527	6 173 746
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		6 090 349	6 175 527

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	451 935	(85 178)	1 781
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	109 000 ) (	22 728 ) (	159 959)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		297 325	298 191
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(109 000)	274 597	138 232
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	342 935	189 419	140 013
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	342 935	189 419	140 013
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(927 101)	(1 965 237)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(9 991)	888 132
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(937 092)	(1 077 105)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(747 673)	(937 092)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	235 921	194 638
Débiteurs (note 5)	2	202 074	530 829
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	437 995	725 467
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	63 191	68 872
Revenus reportés (note 12)	12	13 474	12 373
Dette à long terme (note 13)	13	1 109 003	1 581 314
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	1 185 668	1 662 559
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(747 673)	(937 092)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	6 835 522	7 110 119
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	2 500	2 500
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	6 838 022	7 112 619
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	6 090 349	6 175 527

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(85 178)	1 781
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	297 325	298 191
Autres			
-	3		
- Redressement créances LT	4		901 355
	5	212 147	1 201 327
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	328 755	(366 288)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(5 681)	(3 397)
Revenus reportés	9	1 101	(2 272)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	536 322	829 370
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(22 728)	(159 959)
Produit de cession	16		
	17	(22 728)	(159 959)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(470 000)	(687 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(2 311)	4 473
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(472 311)	(682 827)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	41 283	(13 416)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	194 638	208 054
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	194 638	208 054
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	235 921	194 638

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité n'a pas d'organismes contrôlés ni de partenariats à inclure au périmètre comptable.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016***Passif au titre des sites contaminés*

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

*Immobilisations*Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 à 5%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	5% à 10%
Machinerie, outillage et équipement	5% à 10%
Ameublement et équipement de bureau	10% à 20%

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables**Comptabilisation de fonds réservés**

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains fonds réservés. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, les sommes accumulées afférentes aux divers fonds et programmes suivants étaient constatées à titre de fonds réservés :

-Fonds local (ou fonds régional) - Réfection et entretien de certaines voies publiques;

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, une augmentation des revenus reportés de 9 991 \$ et une augmentation de la dette nette du même montant. De plus, l'excédent accumulé a diminué de 9 991 \$ à l'état de la situation financière. À l'état des résultats, cette modification comptable a entraîné une hausse de l'imposition de droits de 3 232 \$ et une diminution des affectations de 3 232 \$. De plus, cela a entraîné une hausse de l'excédent de l'exercice de 3 232 \$. Enfin, l'excédent accumulé au début de l'exercice a diminué de 13 223 \$ et l'excédent à la fin de l'exercice a subi une baisse de 9 991 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	75 000	75 000
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	39 990	41 111
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	157 368	484 363
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	1 837	1 576
Organismes municipaux	7		
Autres			
- Autres	8	1 597	1 488
- Droits carrières et sablières	9	1 282	2 291
	10	202 074	530 829
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	106 668	427 817
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	106 668	427 817
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)	
	28		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30		
Régimes à cotisations déterminées	31		
Autres régimes (REER et autres)	32		
Régimes de retraite des élus municipaux	33		
	34		
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35		
Autres	36		
	37		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	24 232	24 172
Salaires et avantages sociaux	39	24 229	24 832
Dépôts et retenues de garantie	40		
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Organismes municipaux	44	5 319	5 608
- Intérêts sur dette long terme	45	9 411	14 260
-	46		
-	47		
-	48		
	49	63 191	68 872
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	50	2 765	2 382
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	10 709	9 991
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
-	56		
-	57		
-	58		
-	59		
	60	13 474	12 373
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	2,98	2017	2021	61	1 092 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	
Organismes municipaux					66	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	21 000
					69	1 113 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(4 897)
					71	(2 586)
						1 109 003
						1 581 314

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	433 700	88	97	21 000	105	454 700
2018	73	81	212 900	89	98		106	212 900
2019	74	82	54 800	90	99		107	54 800
2020	75	83	215 700	91	100		108	215 700
2021	76	84	175 800	92	101		109	175 800
2022 et +	77	85		93	102		110	
	78	86	1 092 900	94	103	21 000	111	1 113 900
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	1 092 900	96	104	21 000	113	1 113 900

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(747 673)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()
Autres	116	()
	117	(747 673)
		(937 092)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	146		173		200		
Eaux usées	119	147		174		201		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	1 280 219	148	5 101	175	202		1 285 320
Autres	121	7 045 289	149	4 694	176	203		7 049 983
Réseau d'électricité	122		150		177	204		
Bâtiments	123	894 350	151	12 723	178	205		907 073
Améliorations locatives	124		152		179	206		
Véhicules	125	583 384	153		180	207		583 384
Ameublement et équipement de bureau	126	122 839	154		181	208		122 839
Machinerie, outillage et équipement divers	127	144 478	155	210	182	209		144 688
Terrains	128	36 969	156		183	210		36 969
Autres	129	7 781	157		184	211		7 781
	130	<u>10 115 309</u>	158	<u>22 728</u>	185		212	<u>10 138 037</u>
Immobilisations en cours	131		159		186		213	
	132	<u>10 115 309</u>	160	<u>22 728</u>	187		214	<u>10 138 037</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133		161		188	215		
Eaux usées	134		162		189	216		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	370 977	163	75 612	190	217		446 589
Autres	136	1 413 921	164	176 231	191	218		1 590 152
Réseau d'électricité	137		165		192	219		
Bâtiments	138	475 514	166	22 676	193	220		498 190
Améliorations locatives	139		167		194	221		
Véhicules	140	506 597	168	14 177	195	222		520 774
Ameublement et équipement de bureau	141	101 599	169	5 098	196	223		106 697
Machinerie, outillage et équipement divers	142	128 802	170	3 531	197	224		132 333
Autres	143	7 780	171		198	225		7 780
	144	<u>3 005 190</u>	172	<u>297 325</u>	199		226	<u>3 302 515</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>7 110 119</u>					227	<u>6 835 522</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230						237	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance		
-	244	
-	245	
-	246	
Autres		
-	247	
-	248	
	249	

Note

18. Obligations contractuelles

La Municipalité s'est engagée d'après des contrats d'enlèvement des ordures échéant en décembre 2018 à verser une somme de 71 938 \$ durant cette période. Les paiements exigibles pour les prochains exercices sont de 35 613 \$ en 2017 et 36 325 \$ en 2018.

La Municipalité s'est engagée d'après une entente avec la Ville de Matane relative à la gestion des équipements et infrastructure à caractère régional de la MRC de La Matanie échéant en 2020, à verser une somme de 43 339 \$ durant cette période. Les paiements exigibles pour les prochains exercices sont de 10 206 \$ en 2017, 10 614 \$ en 2018, 11 039 \$ en 2019 et 11 480 \$ en 2020. Cette entente comporte un renouvellement possible à compter de la 4e année.

La Municipalité s'est engagée d'après un contrat avec un promoteur à verser une somme de 21 000 \$ à ce dernier pour le développement d'une nouvelle rue. Le paiement exigible pour le prochain exercice est de 21 000 \$.

Office municipal d'habitation de Baie-des-Sables

L'Office municipal d'habitation de Baie-des-Sables, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés par l'Office municipal d'habitation de Baie-des-Sables. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

La Municipalité s'est engagée d'après un contrat avec l'OMH de Baie-des-Sables à verser une somme maximale de 6 480 \$ dans le cadre d'un programme de supplément au loyer. Le paiement exigible pour le prochain exercice est de 6 480 \$.

La Municipalité s'est engagée d'après un contrat avec l'OMH de Baie-des-Sables à verser une somme de 130 000 \$ dans le cadre d'un programme Accèslogis Québec, visant l'exploitation d'un immeuble d'habitation sur le territoire de la Municipalité. Les paiements exigibles pour les cinq prochains exercices sont de 13 000 \$ en 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Matanie. Au 31 décembre 2016, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 317 869 \$.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs**Comptabilisation de fonds réservés**

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains fonds réservés. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, les sommes accumulées afférentes aux divers fonds et programmes suivants étaient constatées à titre de fonds réservés :

-Fonds local (ou fonds régional) - Réfection et entretien de certaines voies publiques;

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, une augmentation des revenus reportés de 9 991 \$ et une augmentation de la dette nette du même montant. De plus, l'excédent accumulé a diminué de 9 991 \$ à l'état de la situation financière. À l'état des résultats, cette modification comptable a entraîné une hausse de l'imposition de droits de 3 232 \$ et une diminution des affectations de 3 232 \$. De plus, cela a entraîné une hausse de l'excédent de l'exercice de 3 232 \$. Enfin, l'excédent accumulé au début de l'exercice a diminué de 13 223 \$ et l'excédent à la fin de l'exercice a subi une baisse de 9 991 \$.

Redressement aux exercices antérieurs : 901 355 \$ Créances long terme - 13 223 \$ Fonds local = 888 132 \$

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les données budgétaires ne sont pas auditées.

22. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250	235 921
Découvert bancaire	251	194 638
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256	
-	257	
-	258	
-	259	
-	260	
-	261	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	235 921
		194 638
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()
	279		
	280		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	() (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

26. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 75 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 76 267	49 850
Excédent de fonctionnement affecté	2 94 707	91 902
Réserves financières et fonds réservés	3 93 532	79 739
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (124 300 ) (	133 000)
Financement des investissements en cours	5 (2 447)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 5 952 590	6 087 036
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 6 090 349	6 175 527
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 76 267	49 850
Organismes contrôlés ¹	10	
	11 76 267	49 850
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget 2017 (2016)	12 58 730	36 965
- Fonds Cartier	13 35 977	54 937
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 94 707	91 902
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	
	23	
	24	
	25	
	26 94 707	91 902
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Boues de fosses septiques	27 18 500	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 18 500	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 75 000	75 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 32	4 739
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-	40	
-	41	
	42 75 032	79 739
	43 93 532	79 739

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

2016

2015

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	44	()	()
Régimes non capitalisés	45	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46	()	()
Autres	47	()	()
Régimes non capitalisés	48	()	()
	49	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52	()	()
Autres			
-	53	()	()
-	54	()	()
	55	()	()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	56	()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57	()	()
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	58	()	()
Utilisation du fonds de roulement	59	()	()
Mesure relative aux frais reportés	60	()	()
Autres			
-	61	()	()
-	62	()	()
	63	()	()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ	64	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66	()	()
Autres			
- Autre financement	67	124 300	(133 000)
-	68	()	()
	69	124 300	(133 000)

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement	70		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71		
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72		
Autres			
-	73		
	74		
	75	124 300	(133 000)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76	
Investissements à financer	77 (2 447) ()	
	78 (2 447)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 6 835 522	7 110 119
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 6 835 522	7 110 119
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 1 109 003	1 581 314
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 4 897	2 586
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (106 668) (427 817)	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 (124 300) (133 000)	
	90 882 932	1 023 083
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	
	92 882 932	1 023 083
	93 5 952 590	6 087 036

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
	<u> </u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	
	<u> </u>	<u> </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	1 113 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 447
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	21 000
Débiteurs	8	106 668
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	988 679
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	988 679
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	317 869
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	1 306 548
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération

	21	
	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	1 306 548
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)

	26	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	460 215	466 751	456 876
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	20 010	20 777	16 210
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	480 225	487 528	473 086
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	25 235	25 270	24 291
Égout	11	23 770	23 729	23 446
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	51 180	51 803	64 628
Autres				
-Boues de fosses septiques	14	17 900	18 500	28 310
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 700	2 942	2 729
Service de la dette	18	104 900	101 412	86 549
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	225 685	223 656	229 953
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	225 685	223 656	229 953
	26	705 910	711 184	703 039

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	9 552	8 727
	35	7 500	8 727
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	7 500	9 552
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	450	465
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	1 245	1 201
Taxes d'affaires	43		
	44	1 695	1 666
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	9 195	11 269
		10 393	10 393

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		700
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	50 370	50 370
Enlèvement de la neige	58	33 580	33 580
Autres	59		4 287
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	279 325	21 852
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	59 250	4 635
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	5 250	11 612
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	427 775	127 036

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		76 173
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		42 317
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		118 490

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	21 300	21 318	36 987
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	15 500	16 674	15 707
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	36 800	37 992	52 694
TOTAL DES TRANSFERTS	139	464 575	143 506	298 220

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	8 735	8 564
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	8 735	8 564
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	180	236
Réseau de distribution de l'eau potable	156		236
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	180	236
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	8 915	8 971
			8 800

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	20 470	20 574	21 039
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	500		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		100	525
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	4 385	5 582	4 539
Réseau d'électricité	194			
	195	25 355	26 256	26 103
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	34 270	35 227	34 903
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	2 500	2 279	2 290
Droits de mutation immobilière	198	7 000	14 711	8 937
Droits sur les carrières et sablières	199	1 000		4 634
Autres	200			
	201	10 500	16 990	15 861
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	500	155	440
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	4 850	6 369	5 972
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		100 196	97 995
Autres	212	94 500		
	213	94 500	100 196	97 995
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	28 245	27 551		27 551	26 904
Greffe et application de la loi	2	5 450	82		82	148
Gestion financière et administrative	3	113 560	100 989	8 725	109 714	106 303
Évaluation	4	23 750	24 008		24 008	17 946
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Autres	6	41 305	46 337		46 337	48 009
-	7					
	8	212 310	198 967	8 725	207 692	199 310
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	37 500	37 669		37 669	36 936
Sécurité incendie	10	117 955	116 686	949	117 635	117 571
Sécurité civile	11					
Autres	12	300	201		201	
	13	155 755	154 556	949	155 505	154 507
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	80 990	81 153	83 480	164 633	152 631
Enlèvement de la neige	15	118 480	104 500	16 313	120 813	123 068
Éclairage des rues	16	11 000	8 138		8 138	12 323
Circulation et stationnement	17	500				4 050
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 400	2 446		2 446	2 561
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	213 370	196 237	99 793	296 030	294 633

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	15 000	14 071	58 371	72 442	71 625
Réseau de distribution de l'eau potable	24	10 235	6 846	58 371	65 217	65 700
Traitement des eaux usées	25	14 005	11 087	25 016	36 103	36 408
Réseaux d'égout	26	9 765	8 654	25 016	33 670	31 455
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	17 480	17 500	4 924	22 424	23 085
Élimination	28	34 000	34 517	604	35 121	47 095
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	12 700	12 596		12 596	13 312
Tri et conditionnement	30	6 900	6 861		6 861	3 823
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	850	830		830	1 128
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 100	2 036		2 036	2 210
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					26 115
	40	123 035	114 998	172 302	287 300	321 956
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	24 300	22 140		22 140	22 853
Sécurité du revenu	42					
Autres	43		1 500		1 500	511
	44	24 300	23 640		23 640	23 364
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	33 800	33 731		33 731	34 017
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	2 900	3 310		3 310	8 182
Tourisme	49	1 350	819		819	819
Autres	50					
Autres	51	5 000	391	858	1 249	1 168
	52	43 050	38 251	858	39 109	44 186

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	38 300	30 876	14 698	44 879
Patinoires intérieures et extérieures	54				2 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55		(2 500)		(2 500)
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	1 500	1 500		1 500
Autres	59		6 837		5 562
	60	39 800	36 713	14 698	53 941
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	11 585	11 133		10 722
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	11 585	11 133		10 722
	67	51 385	47 846	14 698	64 663
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	43 050	34 452		56 536
Autres frais	70	4 500	2 395		4 473
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	1 610	1 407		1 414
	73	49 160	38 254		62 423
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		297 325 (	297 325)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
la municipalité de Baie-des-Sables,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité de Baie-des-Sables (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique noA110699

DATE 2017-02-22

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>722 534</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	11 350
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>11 350</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>711 184</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	711 184
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>711 184</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 942	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>2 942</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>708 242</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	41 348 500
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	41 670 900
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	41 509 700

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	708 242
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	41 509 700
Taux global de taxation réel de 2016	6	 1 , 7 0 6 2 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		4 202
Usines de traitement de l'eau potable	2		11 234
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		80 806
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 000	5 101
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	100 000	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	4 000	
Édifices communautaires et récréatifs	14		14 971
Améliorations locatives	15		60 634
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		2 446
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 000	210
Terrains	20		
Autres	21		
	22	109 000	22 728
			159 959

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		11 234
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
		5 101	82 403
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		4 202
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33		
		17 627	62 120
	34	22 728	159 959

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 541 900		449 000	1 092 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	42 000		21 000	21 000
	7	1 583 900		470 000	1 113 900
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	42 000		21 000	21 000
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	817 771		85 129	732 642
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	296 312		42 722	253 590
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 156 083		148 851	1 007 232
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	427 817		321 149	106 668
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	427 817		321 149	106 668
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	427 817		321 149	106 668
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	427 817		321 149	106 668
	26	1 583 900		470 000	1 113 900
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	1 583 900		470 000	1 113 900

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	4 825	4 855	4 983
Évaluation	2	23 750	24 008	17 946
Autres	3	19 225	19 196	20 452
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	111 000	110 762	109 192
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 400	2 446	2 561
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	850	830	1 128
Cours d'eau	13	1 600	1 574	2 210
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			26 115
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	33 800	33 731	34 017
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	2 900	2 878	7 790
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 740	6 837	5 562
Activités culturelles	23	3 780	2 675	3 659
Réseau d'électricité				
	24			
	25	209 870	209 792	235 615

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,53	35,00	2 778,00	66 450	10 627	77 077
Professionnels	2						
Cols blancs	3						
Cols bleus	4	3,75	40,00	7 799,00	138 053	18 612	156 665
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	5,28		10 577,00	204 503	29 239	233 742
Élus	9	7,00			18 286	708	18 994
	10	12,28			222 789	29 947	252 736

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	5 116				5 116
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	2 193				2 193
Autres	16	136 197				136 197
	17	143 506				143 506

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
	Grefte et application de la loi	1	82	27	53	82	79	105	82	131		
	Évaluation	2	24 008	28	54	24 008	80	106	24 008	132		
	Autres	3	174 877	29	8 725	183 602	81	20 574	163 028	133	1 415	
		4	198 967	30	8 725	207 692	82	20 574	187 118	134	1 415	
Sécurité publique												
	Police	5	37 669	31	57	37 669	83	109	37 669	135		
	Sécurité incendie	6	116 686	32	949	117 635	84	8 735	108 900	136		
	Sécurité civile	7		33	59		85	111		137		
	Autres	8	201	34	60	201	86	112	201	138		
		9	154 556	35	949	155 505	87	8 735	146 770	139		
Transport												
	Réseau routier											
	Voirie municipale	10	81 153	36	83 480	164 633	88	114	164 633	140	400	
	Enlèvement de la neige	11	104 500	37	16 313	120 813	89	115	120 813	141		
	Autres	12	8 138	38	64	8 138	90	116	8 138	142		
	Transport collectif	13	2 446	39	65	2 446	91	117	2 446	143		
	Autres	14		40	66		92	118		144		
		15	196 237	41	99 793	296 030	93	119	296 030	145	400	
Hygiène du milieu												
	Eau et égout											
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	14 071	42	58 371	72 442	94	236	72 206	146	24 051	
	Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 846	43	58 371	65 217	95	100	65 117	147	10 306	
	Traitement des eaux usées	18	11 087	44	25 016	36 103	96	122	36 103	148		
	Réseaux d'égout	19	8 654	45	25 016	33 670	97	123	33 670	149		
	Matières résiduelles											
	Déchets domestiques et assimilés	20	52 017	46	5 528	57 545	98	124	57 545	150		
	Matières recyclables	21	19 457	47	73	19 457	99	125	19 457	151		
	Autres	22	830	48	74	830	100	126	830	152		
	Cours d'eau	23	2 036	49	75	2 036	101	127	2 036	153		
	Protection de l'environnement	24		50	76		102	128		154		
	Autres	25		51	77		103	129		155		
		26	114 998	52	172 302	287 300	104	336	286 964	156	34 357	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	22 140	172		187	22 140	202		217	22 140	232	2 082
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	1 500	174		189	1 500	204		219	1 500	234	
	160	23 640	175		190	23 640	205		220	23 640	235	2 082
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	33 731	176		191	33 731	206		221	33 731	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	4 129	178		193	4 129	208		223	4 129	238	
Autres	164	391	179	858	194	1 249	209		224	1 249	239	
	165	38 251	180	858	195	39 109	210		225	39 109	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	36 713	181	14 698	196	51 411	211	5 582	226	45 829	241	
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	11 133	182		197	11 133	212		227	11 133	242	
Autres	168		183		198		213		228		243	
	169	47 846	184	14 698	199	62 544	214	5 582	229	56 962	244	
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	774 495	186	297 325	201	1 071 820	216	35 227	231	1 036 593	246	38 254

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	800	5 292
Charges sociales	2	104	
Biens et services	3	21 824	154 667
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	22 728	159 959

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Claude Fillion	1 285	643
Damien Ouellet	1 285	643
Dany Fortin	1 402	701
Véronique Lamarre	1 402	701
Lynda Bernier	1 402	701
Sylvie Bouffard	1 402	701
Denis Santerre	4 207	2 103

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	49 850	111 954
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(3)	(2)
Solde redressé au début de l'exercice	3	49 847	111 952
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	179 811	101 744
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(2 510)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(153 391)	(161 336)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	26 420	(62 102)
Solde à la fin de l'exercice	12	76 267	49 850
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	91 902	20 912
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	91 902	20 912
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(135 406)	(59 310)
Activités d'investissement	17	(15 180)	(31 036)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	153 391	161 336
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 805	70 990
Solde à la fin de l'exercice	22	94 707	91 902
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	89 728	92 960
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(9 989)	(13 221)
Solde redressé au début de l'exercice	25	79 739	79 739
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	13 793	
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	13 793	
Solde à la fin de l'exercice	31	93 532	79 739

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016		2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(133 000 )	(	58 763)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			(82 637)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(133 000 )	(	141 400)
Affectations				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35)	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	8 700		8 400
Solde à la fin de l'exercice	39	(124 300 )	(	133 000)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	40			
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41			
Solde redressé au début de l'exercice	42			
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(2 447)		
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44			
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46			
	47	(2 447)		
Solde à la fin de l'exercice	48	(2 447)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	49	6 087 036		5 118 551
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50			901 355
Solde redressé au début de l'exercice	51	6 087 036		6 019 906
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55			
Variation résiduelle de l'exercice	56	(134 446)		67 130
Solde à la fin de l'exercice	57	5 952 590		6 087 036

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>75 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>75 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>75 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 1 | , | 1 | 5 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 5 | 0 | 0 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	|1|1|5| , |0|0| \$
Égout	2	|1|1|4| , |0|0| \$
Eau et égout	3	|2|2|9| , |0|0| \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	|1|2|0| , |0|0| \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dette secteur aqueduc (31,87 %)	176,0000	4	Unité
Dette secteur aqueduc (10,63 %)	2,1300	3	Frontage
Dette secteur égout (31,87 %)	184,0000	4	Unité
Dette secteur égout (10,63 %)	2,5300	3	Frontage

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	13 000 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	130 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	67 865 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input checked="" type="checkbox"/>	34 <input type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	83 950 \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	57 668 \$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	57 668 \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	2017-049	
b) Date d'adoption de la résolution	40	2017-03-06	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Les dépenses pour l'entretien d'hiver sont d'environ 88 825 \$. Si ces dépenses auraient été admissibles les dépenses de fonctionnement auraient été supérieures à la subvention.

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	478 355
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	20 835
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	499 190

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	26 230
Égout	11	24 420
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	55 365
Autres		
- Boues de fosses septiques	14	18 500
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 700
Service de la dette	18	104 140
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	231 355
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	231 355
	26	730 545

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 250
	9	8 250

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	8 250

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	455
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	455

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	1 290
	21	1 290

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	9 995

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 41 670 900	X 2 1,1700 /100\$	3 487 600				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X	17 /100\$	18				
Autres	19 X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 X	23 /100\$	24				
Total			25 487 600	26 (..... 9 245)	27 (.....)	28 29	478 355
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 41 670 900	X 31 0,0500 /100\$	32 20 835				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42 X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X	46 /100\$	47				
Autres	48 X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51 X	52 /100\$	53				
Total			54 20 835	55 (.....)	56 (.....)	57 58	20 835

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 1 | 9 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 1 | 7 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	2 | 3 | 6 | , | 0 | 0 | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 2 | 9 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dette secteur aqueduc (31,87 %)	176,0000	4	Unité
Dette secteur aqueduc (10,63 %)	2,3100	3	Frontage
Dette secteur égout (31,87 %)	186,0000	4	Unité
Dette secteur égout (10,63 %)	2,7800	3	Frontage

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>739 790</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u>9 245</u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u> </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u> </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u> </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u> </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u> </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>9 245</u>
Revenus de taxes	11	<u>730 545</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	730 545
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>730 545</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	<u>2 700</u>
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
	10	<u>2 700</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>727 845</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 727 845

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 41 670 900

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

7	4	6	7
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	69 015 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	966 075 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	128 835 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	29 550 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	58 730 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 20, rue du Couvent
(no) (rue)
Baie-des-Sables G0J 1C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 772-6218
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 772-6455
(ind. rég.) (numéro)

Courriel baiedessables@lamatanie.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Adam Coulombe

Téléphone (418) 772-6218
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 772-6455
(ind. rég.) (numéro)

Courriel baiedessables@lamatanie.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 305 rue de la Gare, CP 305
(no) (rue)
Matane G4W 3N2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 562-0203
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 562-9411
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gauthier.rene@rcgt.com

Responsable du dossier René Gauthier, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Adam Coulombe , atteste que le rapport financier de Baie-des-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-03-06 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Baie-des-Sables .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-des-Sables consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Baie-des-Sables détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de (85 178) \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,7062 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-03-08 15:43:30

Date de transmission au Ministère : 2017/03/08